

l'an deux mil vingt-cinq
le treize mai à vingt-et-une heures
LE CONSEIL MUNICIPAL, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique
ordinaire, en mairie de Cernay-la-Ville,
Sous la présidence de Madame Claire CHERET, Maire

Etaient présents : Mmes et MM. BONY, BOUSSIOUS, CHARIERAS, CHERET,
DIOP, EVEN, FLOHIC, GIBAUD-AZIZA, GILLMANN, LAMIRAL, LE
MOING, MILON, MUNIER, SANTINHO

Date de convocation
6 MAI 2025

formant la majorité des membres en exercice.

Pouvoirs : M. COSTEDOAT a donné procuration à Mme CHARIERAS
M. CZEPCZAK a donné procuration à M. BONY
M. FOUILLOT a donné procuration à Mme LE MOING
M. PASSET a donné procuration à Mme CHERET
Mme RANCE a donné procuration à M. LAMIRAL

**Date d'affichage
de la convocation**
6 MAI 2025

Absent : ./.

**Date de publication
de la délibération**
23 MAI 2025

M. SANTINHO a été élu secrétaire

Nombre de conseillers 19

Présents 14

Votants 19

OBJET : Rapport triennal sur l'artificialisation des sols

A l'issue de la convention citoyenne pour le climat, la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite loi Climat et résilience, a défini un nouvel objectif central des politiques d'aménagement du territoire : le Zéro Artificialisation Nette (ZAN) à l'horizon 2050.

Pour atteindre cet objectif, la loi n°2023-630 du 20 juillet 2023 visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux, dite loi ZAN, fixe un jalon intermédiaire de réduction de moitié de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) d'ici à 2031. Elle impose en outre l'édition d'un rapport triennal par des territoires afin de consolider leur trajectoire d'arrêt de l'artificialisation.

Ainsi, le Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, par le biais de son incubateur Mon Diagnostic Artificialisation (ex SPARTE), a élaboré le premier rapport triennal de mise en conformité avec la loi ZAN, de la commune de Cernay-la-Ville.

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L2231-1 prescrivant l'élaboration d'un rapport triennal relatif à l'artificialisation des sols à l'échelle de la commune, et en précisant les modalités ;

VU la loi climat résilience du 22 août 2021, et notamment son article 191 précisant que la consommation totale d'espaces observées à l'échelle nationale durant les dix années précédant celle-ci ;

VU la loi du 20 juillet 2023, dite Loi ZAN, visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux ;

VU le décret n°2023-1096 du 27 novembre 2023 relatif à l'évaluation et au suivi de l'artificialisation des sols ;
VU le premier rapport triennal 2021-2023 communal relatif à l'artificialisation des sols tel que présenté au conseil municipal ;

LE CONSEIL MUNICIPAL,

À l'unanimité,

PREND ACTE du débat qui s'est tenu sur l'artificialisation des sols de la commune,

PREND ACTE du rapport d'artificialisation des sols tel que présenté ce jour au conseil municipal et joint en annexe de la présente délibération, mais n'émet pas d'avis sur ce rapport au motif qu'il n'a pas été possible d'identifier les espaces naturels considérés comme consommés par le passé, et ce malgré plusieurs échanges avec les services compétents,

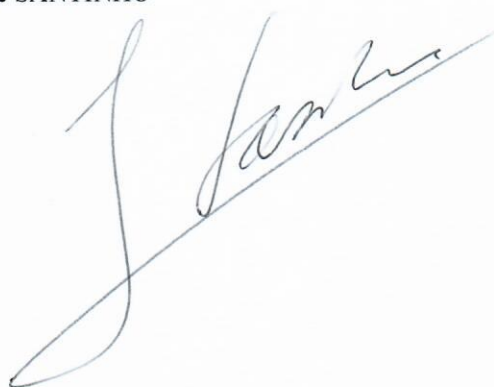
S'ENGAGE à respecter les objectifs de la loi ZAN tels que repris dans les documents d'urbanisme de référence (SDRIF-E, SCoT et Plan de Parc).

Pour extrait conforme
Cernay-la-Ville, le 23 mai 2025

La Maire
Claire CHERET



Le secrétaire de séance
José SANTINHO



Mis en ligne le 23/05/2025 à 11h05

REÇU EN PREFECTURE
le 23/05/2025

Application agréée E-legalite.com

99_DE-078-217801281-20250513-DCM2025_029